

CTL du 5 Janvier 2017

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Conséquences de la politique d'austérité, les suppressions d'emplois sont la cause et le prétexte à toutes les régressions : abandon de missions, fermeture de sites, remise en cause des règles de gestion, démantèlement des statuts, souffrance au travail, perte de sens du travail ... tout cela pour mieux gérer la pénurie !

Comme chaque année, un Comité Technique Local est convoqué pour donner son avis sur le projet de suppressions, transferts et transformations d'emplois de la DDFIP .

*Comme chaque année ce projet sera mis en œuvre sans aucune prise en compte de son rejet unanime par les représentants du personnel.
Nous en subissons tous les conséquences !*

*À la DDFIP du Pas de Calais, ce sont 34 nouvelles suppressions qui sont programmées en 2017, soit près de 273 suppressions depuis 2010, ... **soit plus de 20% des effectifs.***

Nous dénonçons une fois de plus cette politique de démantèlement de la DGFIP :

- *Pour s'opposer aux **1538 suppressions d'emplois en 2017** à la DGFIP.*
- *Pour exiger des créations d'emplois à la DGFIP afin d'accomplir correctement nos missions de contrôle fiscal.*
- *Pour répondre aux attentes des agents de la DDFIP du Pas de Calais, qui ne supportent plus les suppressions de postes de la maison DGFIP .*
- *Pour préserver et garantir la qualité de nos missions.*

La CGT Finances Publiques du Pas-de-Calais revendique :

- *L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et des restructurations,*
- *une significative augmentation de la valeur du point d'indice, prenant en compte l'inflation subie depuis plusieurs années et, en particulier, depuis 2010,*

- *des mesures générales permettant de compenser les pertes de pouvoir d'achat,*
- *le développement de l'emploi public statutaire par des créations nettes, dans les très nombreux secteurs qui en ont besoin,*
- *des moyens financiers à la hauteur des besoins de service public,*
- *la défense d'un service public de proximité garant de la cohésion sociale.*

Monsieur le Président, depuis de nombreuses années, la CGT Finances Publiques du Pas de Calais ne cesse de dénoncer :

- *les suppressions d'emplois dans le département ;*
- *les conditions de travail qui deviennent insupportables ;*
- *la souffrance au travail de plus en plus présente,*
- *l'abandon de missions et d'une qualité de service public bafouée.*

*A aucun moment il n'a été tenu compte de ces remarques.
A aucun moment ces sombres projets n'ont été modifiés.*

Pour toutes ces raisons, la CGT Finances Publiques du Pas de Calais refuse de s'associer à cette mascarade de dialogue social et ne participera pas aux travaux de ce CTL emplois.

Les élus CGT Finances Publiques

René QUIDE

Patrice STAWSKI